



PARTI RADICAL
Liberté, Égalité, **Fraternité**

A Paris, le 20 juillet 2017

[POINT DE VUE]
de
Jean-Jacques CURIEL
Président de la Commission Défense et Forces Armées du Parti Radical
Suite à la démission du Général Pierre de Villiers (CEMA)

A l'heure où la France se trouve toujours engagée sur les fronts militaires du Levant, du Sahel, en Centre-Afrique et en première ligne dans la lutte contre le terrorisme islamiste, notamment avec l'opération Sentinelle qui mobilise près de 10 000 hommes en métropole,

A l'heure, où la France continue à occuper le rang qui est le sien sur la scène internationale, à défendre ses valeurs séculaires, et assurer la sécurité de ses concitoyens,

A l'heure où se posent pour la Défense Nationale des questions existentielles, cette dernière apparaît comme la première raison d'être de l'Etat.

Annoncées, la veille du *14 juillet*, et d'une ampleur inédite, les 850 millions d'euro d'économies réclamées aux Armées par Bercy en 2017, ont suscité à juste raison une grande inquiétude pour l'avenir.

Le Général Pierre de Villiers, Chef d'Etat Major des Armées, soldat d'honneur d'une parfaite loyauté, organisateur et coordinateur hors pair, a souvent estimé que l'Armée était au « taquet ».

En désaccord avec le chef de l'Etat il vient de démissionner.

Il n'a fait que son devoir, et c'est son rôle en défendant le budget des Armées.

Le Président Emmanuel Macron, Chef des Armées, dès le jour de la passation des pouvoirs à l'Elysée le 14 mai 2017, a multiplié les signes marquant son souci d'endosser d'emblée fortement ses prérogatives présidentielles (visite des militaires blessés à l'hôpital Percy, déplacement au Mali auprès des militaires de l'Opération Barkhane, embarquement et hélitreuillage à bord du sous-marin nucléaire « Le Terrible » au large de Toulon).

Il n'a fait que son devoir et c'est son rôle de Président de la République de rappeler son autorité, même si la manière de recadrer sèchement et publiquement le Chef d'Etat Major devant ses subordonnés laisse perplexe.

Le Général François Lecointre, dont le comportement sur le terrain, en particulier en Bosnie fut exemplaire, vient d'être désigné comme nouveau Chef d'Etat Major des Armées.

Le Parti Radical :

- Réitère son total soutien et toute sa solidarité à l'ensemble des Forces Armées, rend hommage au Général de Villiers et manifeste sa pleine confiance au Général Lecointre.
- Estime qu'il est normal que la Défense participe au redressement des comptes de la Nation et aux engagements pris par le Président de la République. Mais il estime aussi que le budget des Armées ne doit pas être considéré par certains comme une simple variable d'ajustement budgétaire. La logique financière ne doit pas toujours prévaloir et l'emporter sur toute autre considération.
- Souhaite que cette crise majeure ouverte entre le Président et les Armées, soit l'occasion d'une réflexion globale pour une adéquation des moyens, aux ambitions stratégiques, politiques et diplomatiques de la France, à sa politique industrielle, à son indépendance et à sa liberté d'action.
- Demande que l'impact de l'augmentation du coût des Opex ne puisse menacer en rien les crédits d'équipements et le renouvellement des matériels qui s'érodent rapidement en mission.
- Exige que la France, qui assure l'essentiel des missions de défense de l'Europe, puisse en contrepartie de ses efforts, obtenir de l'Union Européenne de défalquer une partie du poids de ses dépenses militaires du décompte des 3% de déficit budgétaire à ne pas dépasser.
- Désire un recadrage budgétaire en faveur de la Défense en priorité en cas de reprise de la croissance.
- Et veillera enfin avec la plus ferme vigilance, pour que ne soit en rien rabaissé à l'avenir le budget des Armées et qu'il se stabilise à 2% du PIB hors dépenses exceptionnelles, à la fin de l'actuel mandat présidentiel. Promesse de campagne du candidat Emmanuel Macron depuis longtemps préconisée par les Radicaux.

Jean-Jacques Curiel,

Président de la Commission Défense et Forces Armées du Parti Radical